TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

SOMMAIRE 11

ABRÉVIATIONS 13

INTRODUCTION 19

PREMIÈRE PARTIE
LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE,
UN FACTEUR DE BOULEVERSEMENT DES CONTRÔLES
DE LA CONCURRENCE

TITRE I – La promotion des contrôles nationaux de la concurrence 51

CHAPITRE I – Les instruments juridiques internationaux 53
Section 1 – Le renforcement des programmes d'assistance technique 56
I. Les objectifs de l'assistance technique 57
A. La propagation d'une culture de la concurrence 57
B. Le renforcement du commerce international 61
II. Les modalités de l'assistance technique 62
Section 2 – L'efficacité limitée des programmes d'assistance technique 73
I. Les limites inhérentes aux pays destinataires 73
A. Un cadre légal et institutionnel inadapté 73
B. Le manque de culture de la concurrence 75
II. Les limites inhérentes aux fournisseurs d'assistance technique 80
A. L'insuffisance des moyens humains et matériels 80
B. Le manque de coordination entre les programmes d'assistance technique 84
C. Les contradictions des pays développés 90

CHAPITRE II – Les instruments juridiques internes 97
Section 1 – Le renforcement de la légitimité des autorités de la concurrence 97
I. L'autonomie accrue des autorités de contrôle de la concurrence 100
A. La diversité des statuts des autorités de la concurrence 101
B. Autonomie des autorités spécialisées et objectifs des droits de la concurrence 111
II. Des politiques de communication actives 120
Section 2 – Le contrôle de l'institution arbitrale 125
I. L'arbitrabilité des litiges en matière de droit de la concurrence 128
II. L'encadrement de l'intervention de l'arbitre 134
A. Les limites à l'arbitrabilité des litiges en matière de droit de la concurrence 134
&1. Les spécificités matérielles du droit de la concurrence 134
&2. L'exercice de l'autorité publique par les autorités spécialisées 135
B. Le renforcement de la coopération entre arbitres et autorités de contrôle de la concurrence 141
C. La conformité des sentences arbitrales à l'ordre public international du for 143
Conclusion du titre I 146

TITRE II – L'inadéquation des contrôles nationaux de la concurrence 149

CHAPITRE I – Les divergences d'approches des droits de la concurrence..... 151
Section 1 – Le contrôle des pratiques restrictives de concurrence..... 151
I. La découverte des pratiques restrictives de concurrence..... 153
A. L'instruction..... 154
&1. La saisine..... 154
&2. L'enquête 162
&3. Le débat contradictoire 164
&4. Un pouvoir décisionnel variable..... 169
B. Les programmes de clémence 172
C. Les sanctions..... 180
D. Les recours..... 192
II. L'analyse des pratiques restrictives de concurrence 195
A. La notion d'entreprise 195
B. La délimitation du marché pertinent..... 199
C. L'affectation du marché pertinent 208
&1. Les cartels 208
&2. Les abus de domination 212
Section 2 – Le contrôle des concentrations 221
I. L'objet du contrôle 221
A. Les opérations soumises à examen..... 222
&1. La notion de concentration 222
&2. Les seuils de contrôlabilité 226
B. Les critères d'appréciation 229
&1. Le bilan concurrentiel..... 229
&2. Les gains d'efficience..... 234
II. L'exercice du contrôle 238
A. Les deux temps de la procédure 240
&1. Les délais de contrôle..... 240
&2. Les coûts de transaction..... 241
B. Le régime juridique des engagements 246
&1. Les objectifs des engagements..... 247
&2. La mise en œuvre des engagements..... 248

CHAPITRE II – La mise en œuvre unilatérale des droits de la concurrence..... 253
Section 1 – L'application extraterritoriale des droits de la concurrence..... 255
I. La revendication de compétence extraterritoriale 257
A. Une situation internationale contrastée..... 257
B. La position des autorités américaines..... 270
II. L'exercice de la compétence extraterritoriale 284
A. L'instruction extraterritoriale 284
&1. Les procédures judiciaires 285
&2. Les procédures administratives..... 297
B. Les sanctions extraterritoriales..... 302
C. Les conflits de compétences extraterritoriales..... 310
Section 2 L'intervention des lois de police 325
I. Les conflits de lois sur la concurrence 327
A. Le concept communautaire de lois de police..... 328
B. La méthode des lois de police 331
II. L'efficacité dans l'espace des décisions des juridictions de droit commun 339
A. Les obstacles à l'efficacité des jugements étrangers en matière civile et commerciale..... 344
&1. Les divergences d'approches : un obstacle relatif 344
&2. Le cloisonnement des systèmes juridiques nationaux : un obstacle majeur 361

B. Les obstacles à l'efficacité des sentences arbitrales internationales 368
Conclusion du Titre II 375

Conclusion de la Première Partie 379

SECONDE PARTIE
LA COORDINATION DES CONTRÔLES DE LA CONCURRENCE, UNE RÉPONSE AUX DÉFIS SOULEVÉS PAR LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

TITRE I – Le renforcement de la coopération entre les autorités nationales de la concurrence 391

CHAPITRE I – Les instruments juridiques internationaux en matière de coopération 393
Section 1 – La coordination des contrôles nationaux de la concurrence 393
Section 2 – La limitation des conflits de compétences 394
I. La consécration du mécanisme de la courtoisie active 395
II. Le traitement des conflits de compétences dans l'ordre juridique communautaire 398
A. Les conflits de compétences des autorités spécialisées 398
B. Les conflits de compétences juridictionnelles 405

CHAPITRE II – Les limites de la coopération internationale 407
Section 1 – Les limites institutionnelles 407
I. Une portée juridique limitée 407
II. Une couverture géographique restreinte 408
Section 2 – Les limites substantielles 410
I. La circulation imparfaite des informations 410
II. Le champ d'application limité de la courtoisie active 414
III. Les divergences d'analyses concurrentielles 415
Conclusion du titre I 416

TITRE II – La convergence des droits nationaux de la concurrence 419

CHAPITRE I – Les difficultés d'une convergence internationale ordonnée 423
Section 1 – Les avantages d'un Accord sur les aspects de droit de la concurrence liés au commerce au sein de l'OMC 423
I. Les caractéristiques institutionnelles de l'OMC 424
A. Le caractère universel de l'OMC 424
B. L'intervention des opérateurs privés 425
C. Les caractéristiques du Système de règlement des différends de l'OMC 438
&1. La nature du règlement des différends dans le cadre de l'OMC 438
&2. La consécration d'une approche *de jure* 440
II. Les caractéristiques matérielles de l'OMC 443
A. L'interaction étroite entre les politiques de concurrence et de développement 443
&1. Politique de concurrence et politiques industrielles et d'investissements directs 443
&2. Politique de concurrence et progrès technique 454
B. L'interaction étroite entre les politiques de commerce et de concurrence 457
C. L'adaptation des principes fondamentaux de l'OMC à la politique de concurrence 471
&1. Le principe de transparence 472
&2. Le principe de non-discrimination 475
&3. Le principe d'un traitement spécial et différencié 479

III. La possibilité d'une approche consensuelle 484
A. Le contenu possible d'un Accord sur les aspects de droit de la concurrence liés au commerce au sein de l'OMC 484
B. Le mécanisme de contrôle d'un Accord sur les aspects de droit de la concurrence liés au commerce au sein de l'OMC 488
Section 2 – Les réticences à la conclusion d'un Accord sur les aspects de droit de la concurrence liés au commerce au sein de l'OMC 497
I. La position des autorités américaines 497
II. La position des pays en développement 498

CHAPITRE II – Le rapprochement volontaire fondé sur un modèle commun de droit de la concurrence 507
Section 1 – Le rapprochement unilatéral vers le modèle antitrust américain 508
I. Les objectifs des droits de la concurrence 508
A. La promotion de l'efficience économique 508
B. L'extension du champ d'application des droits de la concurrence 512
II. La consécration de l'approche économique dans la mise en œuvre des droits de la concurrence 514
A. Les critères d'appréciation 515
&1. Les restrictions horizontales et verticales 516
&2. Les abus de domination 528
&3. L'exercice des droits de propriété intellectuelle 535
&4. Le contrôle des concentrations 538
B. La démarche analytique 558
Section 2 – Le rapprochement concerté sur un standard minimum 563
I. Les caractéristiques de l'ICN 564
A. Les objectifs de l'ICN 564
B. L'organisation de l'ICN 564
II. Les activités de l'ICN 566
A. La notification des concentrations 567
B. L'instruction 569
C. Les remèdes 571
Conclusion du Titre II 572

Conclusion de la Seconde Partie 577

CONCLUSION GÉNÉRALE 579

Bibliographie 583

Index alphabétique 649

Table des matières 653